N° 64 — 14e Année — LE NUMÉRO CINQ CENTIMES — (14 Ventôse, An 110) — Mercredi 5 Mars 1902

RÉDACTION :
ROUBAIX, 65, rue des Fabricants (près la place du Trichon)
TOURCOING, rue VERTE, 53

Siège administratif
Rue Nationale, 51, à Lille

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
Trois mois, 4 fr. 50. — Un an, 18 fr.
Nord et départements limitrophes
Trois mois, 5 francs. — Un an, 20 francs.

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

PRIX DES ANNONCES :
ANNONCES . . . . 0 fr. 25 la ligne
RÉCLAMES . . . . 0 fr. 50 —
FAITS DIVERS . . . . . . 0 fr. 75 —
LOCALES . . . . 1 fr. 00 —

Les annonces seront reçues aux bureaux du journal, à Paris, à l'Agence Havas, place de la Bourse, 10.

Téléphone

Jules Lemaître rage

M. Jules Lemaître a rapporté de Belfort de tristes impressions, et il en fait part à ses lecteurs habituels. Visiblement, il a eu à Belfort le même succès que M. Cavaignac à Vesoul. On connait l'expression populaire « une conduite de Grenoble ». On pourra dire désormais une conduite de Belfort ou une conduite de Vesoul, au choix. M. Jules Lemaître et M. Cavaignac auront, ainsi, sans le vouloir, enrichi la langue.

La manière de procéder de ces deux personnages dans leurs déplacements électoraux est très commode. Ils fuient la contradiction. Jamais ils ne se hasardent dans une réunion publique où on pourrait leur poser des questions embarrassantes. Pour pénétrer dans la salle où ils vont opérer, il faut une lettre d'invitation et le contrôle à l'entrée est rigoureux. MM. Cavaignac et Lemaître parlent devant un auditoire soigneusement trié, composé de nationalistes, d'antisémites et de cléricaux. Naturellement, ils sont très applaudis. C'est un triomphe de famille. D'ailleurs, ces deux orateurs ne se dépensent pas en frais d'imagination. La même harangue sert dans les régions les plus variées. Je sais, pertinemment, par exemple, que M. Cavaignac a prononcé à Vesoul le même discours qu'à Lyon, phrase pour phrase, mot pour mot.

Dommage qu'on ne puisse pas procéder pour la rue comme pour la réunion et interdire aux gêneurs la circulation par la ville. La rue est libre. M. Jules Lemaître en éprouvait quelques inconvénients. A Vesoul, M. Cavaignac a dû passer sous un énorme rasoir symbolique, le rasoir du colonel Henry, figurant un arc de triomphe, et on assure qu'il en a verdi. A Belfort, nous avons les impressions de voyage de M Jules Lemaître, écrites par lui-même, alors que le souvenir de sa mésaventure était encore tout chaud. Ecoutez-le :

> Un rocher rougeâtre, d'une ligne rude ; une âpre citadelle se découpant sur le ciel gris ; plaqué contre le roc, le lion tragique de Belfort.
>
> Au bas de ce noble et sévère décor, une ignoble populace, hurlant, sifflant, poussant des cris stupides ou obscènes.
>
> Voilà ce que nous avons vu et entendu, pendant l'heure qui a précédé notre départ de l'hôtel pour la conférence, puis pendant les deux heures qui ont suivi notre retour à l'hôtel.
>
> Le délit de « désordre sur la voie publique » était flagrant ; la police locale n'a pas même tenté un instant de le réprimer.
>
> Nous savons d'ailleurs par quels dévoués amis du ministère toute cette injurieuse vermine a été soudoyée.

Ignoble populace... hurlements stupides, cris obscènes... injurieuse vermine !

Il n'y a pas à dire, M. Jules Lemaître rage ; il rage à fond.

Il rage si fort qu'il en perd tout sang-froid et que, dans la fureur de sa vanité déconfite, il avoue à ses lecteurs habituels, qui ont dû en rester ébahis, qu'il a été hué et sifflé, plus hué que Cavaignac, plus sifflé que Cavaignac.

Pourtant, M. Jules Lemaître cherche à faire bonne figure, « à sauver sa face », en expliquant qu'il y a deux sortes de Belfortains, les bons et les mauvais. Les bons, ce sont ceux qui l'ont applaudi à la réunion privée. Les mauvais, la populace ignoble, la vermine, ce sont ceux qui se sont permis de le siffler et de le huer.

De plus, M. Jules Lemaître veut bien nous apprendre que parmi les bons il y a surtout les anciens Belfortains. Les mauvais, la vermine, l'ignoble populace, ce sont les nouveaux, ceux qui sont venus s'établir à Belfort depuis la guerre.

Ici, il est bon de citer encore M. Jules Lemaître :

> La ville, écrit-il, en 1870, avait six mille habitants. Elle en a aujourd'hui trente mille. La population nouvelle, se compose, pour une trop grande part, de déchets humains venus de l'Alsace annexée, de l'Allemagne ou de la Suisse, bref de la lie de trois frontières. Et 170 juifs sont inscrits sur les listes électorales.
>
> Ainsi, ce promontoire de la défense française baigne dans une écume d'individus à patrie indécise.

Vous l'entendez, bons naïfs qui vous emballez à la suite des bas exploiteurs des idées les plus généreuses : pour M. Jules Lemaître, pour les grands patriotes qui ont nom Coppée, Mercier et autres, les Alsaciens qui, après nos désastres, pour échapper au joug allemand, ont émigré à Belfort, sont des déchets humains ! Ces bons Français sont une écume d'individus à patrie indécise !

Quelle misère !

On s'indigne, puis on sourit, quand on lit cette phrase : « Cent soixante-dix juifs sont inscrits sur les listes électorales. »

Cent soixante-dix juifs électeurs sur une population de trente mille habitants !

C'est terrible ! Où allons-nous, ma bonne, ma chère Madame la duchesse ?

M. Jules Lemaître qui, d'après ce qu'il nous dit lui-même, s'instruit en voyageant, nous en sert encore une bien bonne Il nous confie que la plupart des amis de la Patrie Française à Belfort, ceux qui croient à son républicanisme et au républicanisme du général Mercier, n'ont encore jamais fait de politique, et qu'à cause de cela ils ont de la simplicité.

Je l'en crois sur parole. Prendre M. Jules Lemaître et M. Mercier pour des républicains, c'est, en effet, de la simplicité. le comble de la simplicité !

RANC.

Portraits

Noctambule parisien

C'est le viveur, le jouisseur âpre au plaisir.

Le peintre Couture aurait pu copier ce type, une nuit à la Taverne Pousset ou au Café Anglais et son chef-d'œuvre se fût appelé parallèlement à celui exposé au musée du Luxembourg : « Les Français de la Décadence. »

A la sortie des théâtres, le noctambule chic, correctement ganté, en habit et claque, va souper dans un des établissements à la mode du boulevard, où il sait trouver de belles femmes célèbres, et faciles, de celles qui succèdent aux grandes courtisanes si bien portraiturées par Arsène Houssaye dans ses « Mille et une Nuits Parisiennes. »

Il traîne partout son faciès pâle, son nonchaloir, sa démarche vannée ; les mots sortent avec peine de ses lèvres et il mange les r comme les *Inc-oyables* d'autrefois. Pour se mettre en forme, il lui faut des mets spéciaux empruntés à la cuisine épicée du Midi et d'ailleurs : *Potage bisque. Ecrevisses; Choucroûte* accompagnée de *Pickles à la moutarde*. Son vin est le champagne, à moins qu'il ne boive des bocks pour sacrifier à la mode.

Le plus souvent, il vit d'expédients après avoir gaspillé lestement son patrimoine. Il se fait le cornac de jolies filles récemment découvertes ; le miroir aux alouettes d'un tavernier intelligent, l'entrepreneur de jeux et de sports nouveaux, et au besoin le rasta de club ou de cercle soi-disant high-life ; pour la circonstance, il s'attribue le titre de comte, si ce n'est de duc ou de prince.

Et quand, un beau matin il se trouve complètement décavé, vidé, fini, proche de la correctionnelle, il se fait sauter... Alors, les journaux aristocratiques enregistrent sa mort avec force commentaires et pleurent un des *derniers grands noms* de l'armorial français !

Henri RAINALDY.

LES RENTES SUR LE CIEL !

Un de nos amis se trouvait dernièrement dans une famille qui passe pour être républicaine. mais à la façon des libéraux de la nouvelle école : la République. tant qu'on voudra, mais sans aucune de ses conséquences. On est riche, on se croit bien élevé et l'on ne voudrait pour rien au monde, laisser sa progéniture se confondre avec celle du peuple d'essence inférieure.

Donc on envoie ses garçons au Petit Séminaire ou chez les chers frères et ses filles chez les bonnes sœurs. Et là, qu'apprennent ces malheureux enfants ?

Tous les moyens sont bons pour exacerber et déformer leurs jeunes imaginations. Qu'on en juge !

Notre ami vit, entre les mains d'une des fillettes, une sorte de petit papier bleu, que celle-ci considérait avec une attention concentrée. La curiosité éveillée, il put se faire donner le petit bleu en question et il faillit être suffoqué par tant de stupidité. Il prit congé et vint nous apporter le petit bleu. C'est un coupon de rente sur le ciel !... Mais le voici en *fac-simile*. Ce sera bien plus suggestif que tout ce que nous pourrions en dire :

> ci l'image de la Vierge
>
> N.-D. de Bonneval
>
> **RENTE SUR LE CIEL**
> *Titre au porteur*
>
> Le taux est : 50, 100 et 150 AVE MARIA tous les jours du mois de mai, pour les besoins de la FRANCE, le royaume de — MARIE —
>
> Le cours est variable selon la ferveur du Rentier
> La rente sera payée au sortir de cette vie.
>
> *Banquier* — *Courtier*
> La Ste-Vierge — L'Ange Gard.

Allez donc, après cela, faire appel à la raison des esprits ainsi cultivés !... Nous n'hésitons pas à le déclarer : les parents qui livrent leurs enfants à de pareils éducateurs, sont aussi coupables, sinon plus, que ceux qui les livreraient à des mégères, déterminées à les soumettre journellement à des tortures physiques !

Block-Notes

DÉPÊCHES ANGLAISES

Dernièrement, un détachement de six cents Anglais se lance à la poursuite de l'insaisissable Dewet. Naturellement, les poursuivants font buisson creux. Seulement, comme il ne leur est pas arrivé de rencontrer sur leur chemin un seul commando boer auquel ils puissent, selon l'usage, abandonner leurs vêtements, ces vaillants guerriers reviennent au camp complètement équipés.

Stupéfait, puis charmé de ne pas voir ses hommes revenir en chemise, lord Kitchener s'empresse de télégraphier au War Office :

« Nous avons pris six cents fusils et six cents équipements complets à Dewet. »

Et Londres illumine.

MAFFLAN.

HORS FRONTIÈRES

LETTRE DE LONDRES

Les tripotages de la Guerre

Dilapidation et concussion — Le gouvernement refuse l'enquête — L'opinion s'émeut

Londres, 28 février. — L'opinion publique anglaise qui assistait avec indifférence à toutes les misères de la guerre, qui se résignait au massacre des femmes, des enfants et des prisonniers de guerre, semble enfin s'émouvoir devant les tripotages financiers dont on accuse l'administration du War Office. Il est établi aujourd'hui que des actes de concussion, de vol ont été commis et que depuis le commencement de la guerre on a gaspillé l'argent des contribuables anglais avec une effrayante inconscience.

LES ACHATS DE CHEVAUX

Un seul intermédiaire dans un marché de chevaux de 2,750,000 francs a réalisé un bénéfice de 1,100,000 francs. Un membre de la Chambre des lords a raconté qu'il avait offert des chevaux au service des remontes et que le service des remontes avaient non seulement choisi les plus mauvais malgré ses conseils mais les lui avait payés de 80 à 100 livres pièce quand il s'attendait à n'en tirer que 5 livres. Une compagnie, créée tout exprès pour la fourniture des viandes à l'armée, a réalisé, pendant les dix-huit premiers mois de la guerre, un bénéfice net de 112,500,000 fr. et 26,500 000 fr. pour les contrats subséquents. Les transports des vivres dans l'Afrique du Sud ont été payés des prix phénoménaux. Bref, le gouvernement a dépensé des sommes souvent folles pour être généralement très mal servi.

LES FOURNITURES DE VIANDE

A propos des fournitures de viande, on raconte des choses bien amusantes. Il paraît que, dans bien des cas, on procède de la façon suivante. Un officier prend 8.000 ou 1000 bœufs aux Boers. On télégraphie le fait à Londres, où les journaux l'insèrent avec une satisfaction évidente. Mais que fait l'officier anglais de ces 8,000 ou 10,000 Bœufs ? Il les vend à vil prix à un entrepreneur, à un fournisseur, qui en prend livraison, car les soldats anglais ont autre chose à faire qu'à se transformer en bouviers. Le fournisseur, en possession de ces bœufs qu'il a achetés — pas cher, naturellement — a pour premier devoir de s'assurer que les Boers ne les lui reprendront pas. Il s'entend donc avec le plus prochain chef de commando, lui donne 1,000 ou 2,000 têtes de bétail pour acheter la sécurité du reste et transforme les 8.000 qui lui restent en viande de boucherie qu'il revend à gros bénéfice aux généraux anglais.

COMPTABILITÉ EN DÉSORDRE

La comptabilité officielle est d'ailleurs dans un désarroi scandaleux. Les reçus manquent pour plusieurs milliers de chevaux achetés. En d'autres termes, on trouve bien les reçus de l'argent payé aux officiers chargés d'acheter des montures pour l'armée de Kitchener, mais les reçus des sommes qu'ils ont payées eux-mêmes aux maquignons vendeurs brillent par leur absence ; c'est-à-dire que les officiers acheteurs ont, dans certains cas, refusé *de fournir des comptes, et qu'avec quel*que haute complicité, ils ont pu se faire payer des sommes énormes pour acquisition de poulains, sans avoir fourni aucune pièce justificative. On en est donc à se demander si le seul crime des agents du War Office est d'avoir fait payer à l'Etat 800 ou 900 francs des chevaux achetés à 300 ou 400 francs, et s'ils n'ont pas fait payer même l'Etat pour des milliers de chevaux qu'ils n'ont jamais achetés du tout, ce qui expliquerait le manque de cavalerie dont l'état major britannique de l'Afrique du Sud s'est plaint à plus d'une reprise.

Devant toutes ces révélations, le gouvernement que préside lord Salisbury, paraît avoir pris pour devise les deux vers de Molière :

> Le scandale du monde est ce qui fait l'offense
> Et ce n'est pas pécher que pécher en silence.

Une proposition tendant à faire nommer une commission, composée de membres des deux Chambres et chargée de faire une enquête sur tous les contrats et achats auxquels a donné lieu la guerre du Transvaal, a été présentée à la Chambre des lords.

L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT

Le gouvernement l'a combattue en prétendant qu'une enquête de ce genre nuirait à la guerre, car les officiers dont la gestion serait incriminée ne pourraient plus s'occuper de leurs fonctions régulières et, en outre, une enquête disloquerait tous les services. C'est ce qu'a déclaré lord Salisbury. Il est certain que l'on ne peut faire revenir d'Afrique des officiers pour témoigner en Angleterre devant une commission d'enquête, mais cependant, si on les remplaçait les choses n'en iraient pas plus mal. Car enfin, si ces officiers étaient malades, faits prisonniers ou tués on leur trouverait bien des successeurs. La vérité est que le gouvernement ne veut faire d'enquête que quand cela est absolument nécessaire et que, comme l'a dit lord Rosebery, on ne fera d'enquête que quand la guerre sera finie et à un moment où seuls les antiquaires et les historiens s'intéresseront à la chose.

Et par 88 voix contre 25 l'enquête a été repoussée.

Il est clair que s'il existait dans la Chambre des communes une opposition sérieuse, elle ne laisserait pas à la Chambre des lords le privilège de prendre de pareilles initiatives et qu'elle ne permettrait pas au gouvernement de se soustraire indéfiniment à l'obligation de rendre compte des fautes et des négligences dont il s'est rendu coupable depuis le début de cette interminable et coûteuse guerre.

N'empêche que cette fois au moins, l'opinion ne paraît pas d'humeur à se laisser ainsi berner et qu'elle paraît très surexcitée par les révélations sur lesquelles la lumière se fait malgré le gouvernement.

SURCHILL.

Comédies politiques

Accord parfait

J'ai déjà fait observer à plusieurs reprises quelles affinités électives (voire électorales) il y a entre les partis que représentent d'une part le *Travailleur* : de l'autre, la *Dépêche* et la *Croix*. Ces extrêmes se touchent.

La *Dépêche* et la *Croix* avaient insulté à la gloire de Victor Hugo. Il leur déplaisait que la France entière célébrât le centenaire du poète des *Contemplations*, de la *Légende des siècles* et des *Châtiments*, du romancier du *Dernier jour d'un condamné*, des *Misérables* et de *Quatre-vingt-treize*. Le *Travailleur* est arrivé à la rescousse. La Trinité est désormais complète : ignorance, envie, haine.

Lisez ce petit morceau imprimé dans le *Travailleur* du 2 mars. Il est édifiant. Comme il n'est point signé, l'on ne peut douter que la rédaction n'en assume la responsabilité.

A QUI LE POÈTE !

> Rien n'est plus comique et plus instructif à la fois que de voir en ce moment tous les partis bourgeois s'arracher mutuellement la mémoire de Victor Hugo, chacun la revendiquant comme sienne.
>
> « Le grand patriote est à nous ! » clament les nationalistes.
>
> « Le Juvénal des *Châtiments* nous appartient ! » ripostent les soi-disant républicains.
>
> Catholiques, royalistes, bonapartistes, opportunistes, libres-penseurs, antisémites, radicaux, s'efforcent, par de bonnes raisons, d'accaparer exclusivement pour eux l'œuvre et la vie du panthéonisé.
>
> Le fait est qu'ils ont tous raison. Victor Hugo ayant tour à tour ou même simultanément été le chantre de toutes les fractions de la bourgeoisie capitaliste.
>
> Il n'y a qu'une classe à laquelle ni par ses actes ni par son génie il n'ait jamais appartenu, à laquelle il est toujours resté étranger.
>
> C'est le prolétariat, qui, pour ce motif, se *désintéresse des fêtes officielles où Loubet serre* fraternellement la main de Dausset, et se contenté de rire de la concurrence de ces frères ennemis.

« *Ou même simultanément* ». Notez ces trois mots-là. Confondre à dessein les dates, c'était le procédé de la *Dépêche*. Procédé bien vieux, puisque déjà Pascal s'en indignait dans ses *Lettres à un provincial*. Décidément, l'on est trop expert en casuistique, dans le P. O. F. L'on y connaît et on y pratique trop les expédients commodes du probabilisme.

L'œuvre de Victor Hugo, nous vient-on dire, ne fut pas utile au prolétariat. En effet, celui qui, la moitié de sa vie durant, se fit l'apôtre de la tolérance, de la pitié, de la justice, de la paix, doit être indifférent aux prolétaires. Celui qui, pendant trente années, réclama l'abolition de la peine de mort, et, depuis 1849, défendit le suffrage universel et la liberté de la presse, réclama l'enseignement gratuit pour tous aux trois degrés, exhorta la France à secouer le joug de Rome, fit, le premier et quatre ans avant la loi d'amnistie, entendre des paroles de clémence et demanda que les égarements de la Commune fussent oubliés, celui qui cria : guerre à la guerre, dont toute l'œuvre exprime un si profond sentiment de commisération pour les misérables, qui exalta le gueux contre le riche et le faible contre le puissant, celui-là n'a le droit ni au respect ni à la reconnaissance des déshérités. Qu'il est donc ridicule ce *panthéonisé* et ridicules aussi ceux qui, à l'occasion de son centenaire, vinrent, avec une piété filiale, lui renouveler l'hommage de leur pieuse admiration !

> Oh ! je t'emporterai si haut dans les nuées,
> Vipère, que la tourbe où la nuit t'engendra,
> La plaine et le marais, les cris et les huées,
> Les voix, les pas, le bruit, tout s'évanouira.
>
> Je briserai tes dents dans ta bouche, ô vipère !
> En vain tu te tordras, reptile épouvanté,
> En vain tu te tordras, cherchant des yeux la terre
> Tu ne verras plus rien qu'une immense clarté ;
>
> Rien que le ciel profond, éternel, immobile,
> Que les êtres créés sentent au-dessus d'eux
> Et qui, dans sa splendeur implacable et tranquille,
> Pèse de toutes parts sur les monstres hideux.
>
> Et ce ne sera pas pour l'oiseau dans la nue,
> Un médiocre effroi de voir cet être impur,
> Cette chose difforme au soleil inconnue,
> Qui, fait pour la fange, expire dans l'azur.
>
> Si ceux qui t'admiraient — car, vipère, on t'admire —
> Te cherchent au cloaque où tu crois t'abriter,
> Il sortira de l'ombre une voix pour leur dire :
> Un aigle a passé là qui vient de l'emporter.
>
> (*Dernière Gerbe*).

Un Petit Contribuable

AU JOUR LE JOUR

Leur patriotisme !

Le patriotisme des nationalistes, c'est le service militaire pour les autres, la caserne pour les autres, les campagnes et la guerre pour les autres. Ils se réservent les discours, les articles de journaux, les inaugurations de monuments et de statues, et les fanfaronnades tintamarresques où l'on ne risque guère d'attraper que des décorations.

On l'a vu pour Max Régis qui jura de partir pour Pékin et ne partit que pour Alger ; on l'a vu lors des engagements pour la même expédition chinoise. Paris, la grand-ville nationaliste qui compte 80,000 patriotards fournit tout juste 80 engagés. Les chefs et soldats nationalistes restèrent à Paris pendant que le danger était à Pékin : prêts à partir pour Pékin si le danger eût menacé Paris.

Aujourd'hui la *Libre Parole* nous fournit un nouvel exemple de cette façon particulière de comprendre les devoirs du patriotisme.

On sait que les Algériens ne sont astreints qu'à une année de service militaire. Or un journal d'Alger annonça, par manière de plaisanterie, que M. Edouard Drumont avait voté le service de deux ans et son application à l'Algérie.

Vous devinez l'émotion du député d'Alger, M. Edouard Drumont, qui fait protester dans son journal contre cette « accusation. »

> « Si cette motion, dit la *Libre Parole*, avait tendu à augmenter le service militaire en Algérie, tandis qu'elle le réduisait en France, Edouard Drumont serait monté à la tribune **pour protester contre cette injustice.** »

L'injustice aurait consisté à demander aux électeurs antisémites et nationalistes de M. Drumont un temps de service égal à celui qu'on ferait en France.

Entre son intérêt électoral et ses sentiments de patriotisme, le député de la France aux Français n'a pas longtemps hésité.

Les électeurs et l'élu se valent !

⁂

Hip ! hip ! hurrah ! pour la reine

Voici une nouvelle qui va porter la joie au cœur de tous les malheureux qui crèvent de misère sur le pavé des grandes villes anglaises et des Irlandais qui meurent de faim dans leurs campagnes.

La reine Alexandra portera à la cérémonie du couronnement une nouvelle couronne spécialement à cette occasion.

L'ancienne couronne manquait, paraît-il, de prestige et de somptuosité. La nouvelle, au contraire, ah ! la nouvelle est une merveille !

Elle aura 8 arcs impériaux, semés de pierres précieuses, et au point de contact de ces 8 arcs, scintillera le gros diamant indien, le Kohinoor, le plus beau des joyaux anglais.

On se sait combien de centaines de mille francs vaudra cette parure.

Et, ajoutent certains journaux anglais, la Reine Alexandra sera de la sorte parée comme il sied à la souveraine de notre grand pays.

Ah ! quelle joie pour les Anglais sans sou *ni maille à la pensée que la reine sera digne* d'eux, lors du couronnement. Songez donc. 8 arcs impériaux et le plus gros diamant du monde.

Hip ! hip ! hurrah pour la Queen !

⁂

Ils rient jaune !

Les journaux de la coalition anti-républicaine continuent à s'esbaudir à la pensée des prochaines élections législatives.

Ils en sont ravis avant. Ne leur en tenons pas rancune. C'est une revanche anticipée qu'ils prennent sur le chagrin qu'elles leur causeront après.

Chaque jour, ils nous répètent que le gouvernement se sent perdu. Les préfets, disent-ils, envoient des rapports désastreux. A la place Beauvau on commence à partager leurs craintes.

Les renseignements les plus sérieux nous permettent d'affirmer que cela est inventé de toutes pièces.

Mais sans aller chercher mille autres raisons, il nous suffit de celle ci : les nationalistes l'affirment, donc ce n'est pas vrai.

JEAN DU NORD.

La Muse Parisienne

Dimanche sur la place des Vosges envahie par une foule émue, une jeune fille a couronné le buste de Victor Augo.

Mlle JEANNE GIRARD

Elle a vingt ans cette Muse du Peuple, les yeux espiègles, les cheveux ramenés en torsade au sommet de la tête ; elle a eu le tremblement, l'émotion, la gaucherie nécessaires pour que son geste ne fut pas ridicule ou aussi insupportable qu'une minique de comédienne... Et même on pouvait rêver de mettre en légende — selon un procédé cher à Hugo — la cérémonie populaire et voir le masque sombre du vieux poète de marbre sourire au minois éveillé de la petite Parisienne.

Ceci est surtout à noter. Un hasard intelligent avait choisi la muse parmi les typographes... Un être choisi parmi ceux qui ont traduit en signes la pensée du maître couronnera Hugo ; l'industrie du livre récompense celui qui fit tant pour le Livre et en vaticina l'omnipotence dans un chapitre célèbre de « Notre-Dame de Paris ».

Hasard intelligent. Nous avions bien dit...

HIXE.

L'ESPRIT D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

C'est chose parfaitement légitime de chercher à améliorer sa condition, à se créer une aisance qui permette de vivre sans l'inquiétude du lendemain. Mais cette aisance devra être acquise honnêtement. par le travail, l'ordre. la tempérance. l'économie. Il ne faut jamais mettre la richesse avant la vertu, ni le gain avant la probité.

« Si quelqu'un vous dit que vous pouvez vous élever autrement que par l'instruction, le travail et l'économie, fuyez-le !

FRANKLIN.

Aux Maires

De tous côtés on nous pose les mêmes questions :

Les quêtes faites soit à l'église, soit à domicile, en vue des prochaines élections, sont-elles légales ?

Un maire peut-il les autoriser et a-t-il le droit de les interdire ?

La réponse est facile : Les canonistes enseignent que les curés, sous la juridiction de l'évêque, sont en pleine possession du pouvoir de permettre que telle ou telle personne, telle ou telle association, tel ou tel corps, vienne solliciter *la charité* des fidèles réunis autour de l'autel.

Sans chercher à établir que ce droit est subordonné à certains règlements trop souvent méconnus, nous ferons remarquer qu'il ne s'agit pas d'œuvres charitables, d'aumônes pour les pauvres et que les membres du bureau de bienfaisance ont le droit de quêter eux-mêmes à l'église. (Voir F. LADRAT. *Des quêtes faites au profit des pauvres dans les édifices religieux ; Paris 1889*).

Quant aux autres quêtes à domicile, elles sont formellement interdites aux personnes qui s'y livrent avec tant d'ardeur pour le *salut de la France*.

Tous les ouvrages de droit administratif sont unanimes :

> « Les collectes faites à domicile par des personnes qui n'appartiennent ni au bureau de bienfaisance ni aux fabriques sont assimilées à la mendicité et punies des mêmes peines. »

Un maire ne peut donc pas autoriser ce que défend le code pénal et, en revanche, il est évident qu'il a le droit d'interdire et de verbaliser.

Quel sera le résultat des poursuites ? Ici nous ne nous prononcerons pas. Peut-être certains juges estimeront-ils qu'il n'y a de délit que lorsque le fait est habituel, peut-être d'autres trouveront-ils les *distinguo* chers à M. Q. de Beaurepaire.

Peu importe, du reste, la solution judiciaire. Il est essentiel d'interdire et de faire dresser des procès-verbaux qui, plus tard, seront utilisés, car le projet de loi présenté par M. Waldeck-Rousseau pour réprimer la corruption électorale sera certainement adopté.

Nos Dépêches

Par fil télégraphique et téléphonique

La Chambre

Séances du 3 Mars

SEANCE DU MATIN

La séance est ouverte à 9 h. sous la présidence de **M. Deschanel**

Le Président adresse, au nom de tous ses collègues, l'expression de ses regrets, de ses sympathies et de ses vœux à M. Waldeck-Rousseau, victime de l'accident que l'on sait.

LE BUDGET DE LA GUERRE

La Chambre reprend la discussion du budget de la guerre.

M. l'amiral Rieunier. — J'ai été constamment hostile à l'institution en France d'un corps colonial. Autrefois, les troupes coloniales de la marine étaient réparties dans les différents arsenaux. On veut les échelonner sur le littoral. Les casernes de Brest, Cherbourg, Lorient, Rochefort seraient inutilisées. Que deviendraient les sacrifices consentis par les villes ?

Et comment va-t-on constituer le corps d'armée colonial ? Il ne faut pas envoyer des hommes trop jeunes aux colonies.

Au lieu de s'occuper du service militaire, les ministres de la guerre ont fait de la politique. Le ministre actuel a, dans un de ses discours, dit qu'il voulait rétablir le loyalisme et la discipline morale dans l'armée. Jamais, avant lui, un ministre de la guerre n'avait osé mettre en doute le loyalisme de l'armée. Le ministre adresse inconsidérément des reproches à l'armée.

M. le Président. — Je prie l'orateur de donner l'exemple du respect à l'armée, en respectant son chef.

M. l'amiral Rieunier. — Le chef de l'armée ne devrait pas faire de politique. Il en faisait déjà quand il était à l'Ecole polytechnique.

M. le président. — Je vous rappelle à la question.

M. l'amiral Rieunier. — Le ministre fait des promotions décourageantes. Ce n'est pas ainsi qu'on dirige un pays. (Applaudissements à droite.)

M. Chautemps. — Qu'est devenu le décret qui devait paraître au sujet de l'incompatibilité...

(A suivre.)